

CONSEIL MUNICIPAL DE SAUVETERRE-DE-GUYENNE
Séance du 17 juin 2020

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAUVETERRE DE GUYENNE

PROCES VERBAL DU 17 JUIN 2020

L'an **deux mille vingt**, le **dix-sept juin** à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la commune de SAUVETERRE DE GUYENNE s'est réuni, en séance ordinaire, dans la salle des fêtes Saint-Romain (rue Saint-Romain), sous la présidence de **Monsieur Christophe MIQUEU**, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 11 juin 2020

Présents : M. Christophe **MIQUEU**, Mme Patricia **SCHNEEBERGER-REIGNIER**, M. Laurent **NOËL**, Mme Anne-George **SENAMAUD**, M. Olivier **JONET**, Mme Véronique **DUPORGE**, M. Christian **BONNEAU**, M. Jean-Marc **SEINTOURENS**, M. Dominique **ROBERT**, Mme Corinne **SPIGARIOL-BACQUEY**, Mme Fabienne **MARQUILLE-MIRAMBET**, Mme Gwenaëlle **MACHADO**, M. Edouard **HESPEL**, Mme Sandra **LABONNE**, M. Philippe **DESNANOT**, M. Sylvie **PANCHOUT**, Mme Stéphanie **DUBERGA**, M. Stéphane **NICOLAS**.

Absents ou excusés : M. Christian **LAVERGNE** (pv. à P. SCHNEEBERGER-REIGNIER).

Madame Sylvie PANCHOUT est désignée secrétaire de séance

Monsieur le Maire demande si les conseillers municipaux ont bien reçu les procès-verbaux des séances des 28 janvier 2020, du 03 mars 2020 de la précédente municipalité (mandat 2014-2020 ; seuls les 6 conseillers municipaux réélus peuvent voter) et du 27 mai 2020 (installation du nouveau conseil municipal 2020-2026).

Monsieur le Maire précise que la rédaction du procès-verbal (PV) du 28 janvier 2020 a été validé par son groupe mais précise qu'un désaccord persiste sur la rédaction du PV du 03 mars 2020 notamment sur les accusations portées, par Monsieur Yves d'AMECOURT, à l'encontre de Monsieur Pierre TEULET au moment du changement de municipalité en 2008. Dans ce cadre, Monsieur le Maire ne veut pas revenir sur la polémique afin de se tourner vers l'avenir, mais propose d'annexer au présent PV (annexe n°1), un droit de réponse rédigé par Monsieur Pierre TEULET.

Le PV de la séance du 28 janvier 2020 est adopté à 6 voix pour.

Le PV de la séance du 03 mars 2020 est adopté à 6 voix pour.

Le PV de la séance du 27 mai 2020 est adopté à 19 voix pour.

Monsieur le Maire annonce et commente l'ordre du jour au Conseil Municipal.

Il propose au Conseil Municipal, qui l'accepte, d'ajouter les points suivants :

2 – Personnel municipal : - recrutement d'agent communaux de remplacements (délibération de principe)

4 – Questions diverses : - Résidence d'architectes à Sauveterre de Guyenne – calendrier 2020

- AVC Tous concernés : tour de Gironde 2020

- Présentation du Pole Territorial : SCoT du Sud Gironde

- Distribution du livre « votre commune » aux conseillers municipaux

1 – MISE EN PLACE ET FONCTIONNEMENT DU NOUVEAU CONSEIL MUNICIPAL

- Délégations consenties au Maire par le conseil municipal en vertu de l'article L2122-22 du CGCT – **délibération 2020-06-01**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal qu'en vertu de l'article L2122-22 du CGCT (Code général des collectivités territoriales), il peut recevoir délégation du Conseil Municipal afin d'être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre un certain nombre de décisions.

Séance du Conseil Municipal de Sauveterre-de-Guyenne en date du 17 juin 2020

Considérant qu'il y a lieu de favoriser une bonne administration communale Monsieur le Maire, propose au Conseil Municipal de lui déléguer, pour la durée du présent mandat (2020-2026), certaines des dispositions permises par le CGCT ci-dessous présentées :

1. De fixer, dans les limites de 1 000 € par droit unitaire, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;
2. De procéder, dans la limite de 250 000 €, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
3. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants (dans la limite de 5% d'augmentation du montant initial du marché), lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
4. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
5. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes
6. De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
7. De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
8. D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
9. De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
10. De fixer les rémunérations (dans la limite des tarifs réglementés) et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
11. D'exercer, au nom de la commune, les droits de non-préemption (renoncement au droit de préemption) définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
12. D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ;
13. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 5 000 € par sinistre ;
14. De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
15. De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
16. De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum fixé à 500 000 € par année civile et d'en informer le Conseil Municipal dans le mois qui suit ;
17. D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de non-préemption (renoncement au droit de préemption) défini par l'article L. 214-1 du même code ;

18. D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre lorsque les cotisations de ces associations sont inscrites et votées au budget
19. De demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions ;
20. De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

Conformément à l'article L 2122-17 et L 2122-18 du CGCT, les compétences déléguées par le conseil municipal pourront faire l'objet de l'intervention d'un adjoint ou conseiller municipal, agissant par délégation, en cas d'empêchement du maire.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que les délégations proposées restent dans le cadre des délégations déjà en place dans le mandat précédent (2014-2020) et qu'elles sont en conformité avec le CGCT. Un seul changement concerne le point n°16 « réalisation de ligne de trésorerie » en augmentant le plafond annuel de 200 000 € à 500 000 € pour permettre plus de souplesse et de réactivité dans la gestion de la trésorerie communale.

Monsieur Philippe DESNANOT demande si ces lignes de trésorerie ne doivent pas être approuvées en amont par le Conseil Municipal lors du vote du budget.

Monsieur le Maire rappelle que les lignes de trésorerie ne sont pas mentionnées dans le budget, seuls les intérêts sont portés. Les lignes de trésorerie permettent d'avoir une trésorerie dans l'attente de versement de subventions par exemple et durent maximum un an. Monsieur le Maire rappelle le rythme des investissements durant le précédent mandat et le recours répété à des lignes de trésorerie qui pouvait parfois dans l'urgence justifier la convocation d'un Conseil municipal. Il prend également l'exemple des travaux de l'école élémentaire, qui sont en cours de finalisation et pour lesquels la commune est en attente de plus d'un million d'euros de subvention des différents partenaires institutionnels qui ont accompagné le projet.

Après échange de vues, le Conseil Municipal décide, à dix-neuf (19) voix « pour », de déléguer à Monsieur le Maire, pour la durée du présent mandat (2020-2026), les 20 dispositions énoncées précédemment.

- Règlement intérieur – **délibération 2020-06-02**

Monsieur le Maire expose que conformément à l'article L 2121-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante (d'une commune de plus de 1 000 habitants) établit son règlement intérieur dans les six mois de son installation.

M. le Maire présente au Conseil municipal les principales dispositions contenues dans le projet du règlement intérieur (RI) préalablement transmis aux représentants des deux groupes du conseil municipal.

Le projet de RI reprend les grandes lignes du RI de la mandature précédente (2014-2020) avec des ajustements en raison de l'évolution de la réglementation entre 2014 et 2020. Monsieur le Maire souligne cependant qu'en plus de la nouvelle dénomination des commissions municipales en lien avec le périmètre des adjoints, ce règlement intérieur fixe un droit d'expression démocratique pour le groupe d'opposition dans le bulletin municipal (article 25). Durant le mandat 2014-2020, cela avait constitué une revendication forte du groupe d'opposition. Monsieur le Maire se félicite que la loi ait été en 2019 dans le sens de ce que son groupe avait défendu précédemment, et sera, comme il s'y était engagé depuis 2014, le garant de l'application de ce droit légitime.

Ce règlement fixe notamment :

- les conditions d'organisation du conseil municipal et des débats ;
- le calendrier des instances ;
- la désignation des commissions municipales ;
- les règles de présentation et d'examen ainsi que la fréquence des questions orales ;
- les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés ;
- le droit d'expression des groupes minoritaires dans le journal municipal ;

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal décide, à dix-neuf (19) voix « pour », d'adopter ce règlement intérieur (RI- annexe 2) dans les conditions exposées par M. le Maire.

- Organisation du conseil municipal

Monsieur le Maire annonce l'organisation du Conseil Municipal et souhaite plus d'implication, tout au long du mandat, des conseillers municipaux dans les missions avec les adjoints en prévoyant des arrêtés de conseillers municipaux délégués sur des compétences précises.

Ces missions seront des missions d'appui, de soutien sous la direction de l'adjoint en charge de ces questions, pour démocratiser l'échange dans le conseil municipal et impliquer l'ensemble des élus. La désignation de conseillers municipaux délégués a été proposée aux 9 conseillers municipaux de la majorité (non membres de l'exécutif) et aux 4 conseillers municipaux de l'opposition.

Madame Sylvie PANCHOUT, signale au nom de son groupe « Unis pour Sauveterre », qu'ils viendront en soutien, apporteront leur aide, mais pas en tant que conseiller municipal délégué.

Monsieur Philippe DESNANOT demande si cette délégation sera uniquement une délégation sous l'autorité de l'adjoint.

Monsieur le Maire signale que ces conseillers seront des conseillers municipaux délégués (CMD) sous la responsabilité de l'adjoint compétent. Le Maire reste cependant l'autorité à laquelle l'ensemble des conseillers disposant d'une délégation (Adjoints, CMD) rendent compte de leur action dans le périmètre défini. Fixée officiellement par arrêté du Maire, l'organisation proposée ne donne donc pas lieu à une prise de délibération formelle.

Monsieur le Maire donne lecture de l'organisation envisagée du Conseil Municipal :

Christophe MIQUEU, Maire

- Patricia SCHNEEBERGER REIGNIER (1^{ère} adjointe en charge de la Coordination des services publics municipaux, de l'état civil et de la communication)

Par subdélégation :

Christian Bonneau, CMD Eaux, rivières et préservation des espaces naturels

Sandra Labonne, CMD Transition énergétique et lutte contre le gaspillage

- Laurent NOEL (2^{ème} adjoint en charge des Travaux publics, de l'urbanisme et du patrimoine communal)

Par subdélégation :

Jean Marc Seintourens, CMD Suivi des services techniques, suivi de la RPA

Corinne Spigariol Bacquey, CMD Embellissement du cœur de Bastide, fleurissement, stationnement

- Anne-George SENAMAUD (3^{ème} adjointe en charge de l'Education, du sport et de la culture)

Par subdélégation :

Dominique Robert, CMD Vie associative, gestion des salles et équipements municipaux

- Olivier JONET (4^{ème} adjoint en charge du Développement local, de l'attractivité communale et de l'habitat)

Par subdélégation :

Fabienne Marquille Mirambet, CMD Valorisation du marché hebdomadaire, soutien aux commerces de proximité et à l'artisanat

Gwenaëlle Machado, CMD Evénements et festivités

- Véronique DUPORGE (5^{ème} adjointe en charge du Lien social, de la dynamique citoyenne et des solidarités)

Par subdélégation :

Christian Lavergne, CMD Implication démocratique locale, Conseil Consultatif Citoyen

Edouard Hespel, CMD Action sociale, évolution du CCAS

- Indemnité des élus – **délibération 2020-06-03**

Monsieur le Maire rappelle le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 27/05/2020 constatant l'élection du maire et de 5 adjoints et les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du code général des collectivités territoriales et l'article L.2123-20 du CGCT qui fixe les taux maximums des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux délégués.

Monsieur le Maire informe que le Conseil Municipal doit déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi et que pour la commune de Sauveterre-de-Guyenne, située dans la strate (1000-3499 habitants), le taux maximal de l'indemnité (en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique) ne peut dépasser :

- Pour le Maire : 51.60 %
- Pour les adjoints : 19.80 %

et la commune de Sauveterre-de-Guyenne, ancien chef-lieu de canton, est éligible à une majoration de 15% de ces indemnités en application des articles L 2123-22 et R 2123-23 du CGCT.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- que la période de calcul des indemnités prendra effet :

- A la date d'élection (27/05/2020) pour le Maire et les 5 adjoints
- A la date de prise des arrêtés de délégation de fonction pour les 9 Conseillers municipaux délégués

- de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du Maire, des Adjoints et des Conseillers municipaux délégués comme suit :

- Maire : 33.00 % de l'indice
- 5 Adjoints au Maire : 15.20 % de l'indice
- 9 Conseillers municipaux délégués : 1.50 % de l'indice

La répartition de ces montants permet de rester conforme au montant total des indemnités prévu dans le budget 2020.

- de ne pas appliquer la majoration possible de + 15% (ancien chef-lieu de canton)

- d'inscrire les crédits nécessaires au budget communal.

- de transmettre au représentant de l'Etat dans l'arrondissement la présente délibération et le tableau annexé récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

Monsieur Philippe DESNANOT demande des précisions quant aux montants réels des indemnités des élus car les termes techniques (indice 1027 et pourcentages annoncés...) n'expriment aucun montant.

Monsieur le Maire énonce les montants mensuels des indemnités des élus correspondant à ces pourcentages d'indice :

Le Maire : 1 283.50 € brut soit 1 110.22 € net

Les 5 adjoints : 591.18 € brut soit 511.37 € net

Les 9 conseillers délégués : 58.34 € brut soit 50.47 € net

Monsieur le Maire fait constater au Conseil municipal qu'il s'agit d'une baisse significative des indemnités du Maire (près de 10 points, soit près de 350 euros), des Adjoints (près de 2 points, soit près de 80 euros) et que dans l'enveloppe prévue pour 6 élus, cela permet d'inclure les 9 Conseillers municipaux délégués (et même les 13 puisque le calcul a été fait pour éventuellement inclure l'opposition sans dépasser l'enveloppe).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à dix-neuf (19) voix « pour », valide le montant des indemnités proposées ci-dessus.

Séance du Conseil Municipal de Sauveterre-de-Guyenne en date du 17 juin 2020

- Désignations des représentants de la commune dans les structures extra-communales - **délibération 2020-06-04**

Vu le code général de collectivités territoriales, Monsieur le Maire expose qu'il y a lieu, suite au renouvellement du Conseil Municipal, de procéder à la nomination des élus délégués représentant la commune dans les différentes structures extra-communales auxquelles elle est membre : syndicats intercommunaux, associations, instances, Conseils d'Administration, PETR, correspondants....

Après échange de vues et en avoir délibéré le Conseil Municipal, décide, à dix-neuf (19) voix « pour », la désignation des représentants de la commune (pour le mandat 2020-2026) dans les différentes structures extra-communales :

Désignation	Adresse/Siège	Délégués TITULAIRES		Délégués SUPPLEANTS	
		Nombre	Nom	Nombre	Nom
CdC Rurales de l'Entre-Deux-Mers (élection directe via le fléchage lors de l'élection municipale)	CdC Sauveterre de G.	7	Christophe MIQUEU	0	
			Véronique DUPORGE		
			Laurent NOËL		
			Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER		
			Olivier JONET		
			Corinne SPIGARIOL		
			BACQUEY		
SIRS (Synd. Interco. De Ramassage Scolaire)	Mairie Sauveterre de G.	1	Christophe MIQUEU	1	Anne-George SENAMAUD
Conseil d'Administration du Collège R. Barrière	Collège Sauveterre de G.	2	Anne-George SENAMAUD	0	
			Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER		
SIAEP de St Brice (SIVOM d'Adduction d'Eau Potable et d'assainissement) - Syndicat mixte	Mairie Mourens	3	Christophe MIQUEU	3	Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER
			Christian BONNEAU		Dominique ROBERT
			Gilles BUSSAC		Philippe DESNANOT
Synd. Interco. des Eaux et d'Assainissement de Rauzan	Mairie Rauzan	2	Christian BONNEAU	2	Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER
			Laurent NOËL		Dominique ROBERT
SIVOM de l'Entre Deux Mers	Monségur	2	Olivier JONET	2	Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER
			Christian BONNEAU		Dominique ROBERT
SMER'E2M (Synd. Mixte Eau et Rivières de l'Entre 2 Mers)	Rauzan	1	Christian BONNEAU	1	Dominique ROBERT
SMDA (Syndicat Mixte du Dropt Aval)	Miramont de Guyenne (47)	1	Christian BONNEAU	1	Dominique ROBERT
SIPHEM (Synd. Interco. Du Pays Haut Entre deux Mers)	La Réole	1	Christophe MIQUEU	1	Olivier JONET
USTOM (Union Syndicale du Traitement des Ordures Ménagères)	Massugas	1	Christophe MIQUEU	1	Olivier JONET
Synd. Interco. d'Electrification de l'Entre-Deux-Mers	Mairie Rauzan	2	Dominique ROBERT	0	
			Jean-Marc SEINTOURENS		
SDEEG (Synd. Départemental d'Energie Electrique de la Gironde)	Bordeaux	1	Christophe MIQUEU	0	
			Christophe MIQUEU		Sandra LABONNE
PETR Cœur Entre 2 Mers	Targon	2	Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER	2	Sylvie PANCHOUT
Entre-deux-Mers Tourisme (ex OTEM)	Monségur	1	Olivier JONET	1	Fabienne MARQUILLE MIRAMBET

Désignation	Adresse/Siège	Délégués TITULAIRES		Délégués SUPPLEANTS	
		Nombre	Nom	Nombre	Nom
SCoT Sud-Gironde	Langon	1 représentant	Christophe MIQUEU	0	
Union des villes Bastides	Créon	3	Christophe MIQUEU	0	
			Bernard MALEGARIE		
			Stéphane NICOLAS		
Correspondant défense		1	Laurent NOËL	1	Jean-Marc SEINTOURENS
Correspondant tempête/Sécurité (Préfecture, Enedis...)		1	Laurent NOËL	1	Jean-Marc SEINTOURENS
CNAS (Comité National d'Action Sociale) pour Commune		1 délégué des élus	Edouard HESPEL	0	
CNAS (Comité National d'Action Sociale) pour CCAS		1 délégué des élus	Véronique DUPORGE	0	
Délégué canton Prévention Routière		1 délégué/canton	Corinne SPIGARIOL BACQUEY	0	

Mandat 2020-2026 : représentant de la majorité municipale "Sauveterre pour tous"

Mandat 2020-2026 : représentant de l'opposition municipale "Unis pour Sauveterre"

- Désignation des membres du conseil d'administration du CCAS – **délibération 2020-06-05**

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de procéder, en début de mandat, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration (CA) du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sauveterre-de-Guyenne.

Il précise que le Maire est Président de droit du CCAS et que certains membres sont élus par le Conseil Municipal parmi les élus municipaux et d'autres membres « hors Conseil Municipal » sont nommés par le Maire/Président du CCAS.

Monsieur le Maire propose de nommer 8 membres du Conseil Municipal et 8 membres hors Conseil Municipal pour la durée du mandat municipal 2020-2026,

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à dix-neuf (19) voix « pour », valide la composition présentée ci-dessous :

Membres du CCAS de SAUVETERRE DE GUYENNE (Mandat 2020-2026)			
	Nom	Prénom	Structure représentée
Membre du CM (8 max.)	MIQUEU	Christophe	Président du CCAS
	DUPORGE	Véronique	Vice-présidente du CCAS
	BONNEAU	Christian	
	HESPEL	Edouard	
	SEINTOURENS	Jean-Marc	
	LABONNE	Sandra	
	PANCHOUT	Sylvie	
	DUBERGA	Stéphanie	

- Création des commissions communales – **délibération 2020-06-06**

Monsieur le Maire propose de créer, pour la durée du mandat municipal 2020-2026, les 9 commissions municipales suivantes :

- Commission d'Appels d'Offres (CAO)
- Commission communale des impôts directs (CCID)
- Commission « Coordination des services publics municipaux, état civil et communication »
- Commission « Travaux publics, urbanisme et patrimoine communal »
- Commission « Education, sport et culture »
- Commission « Développement local, attractivité communale et habitat »
- Commission « Lien social, dynamique citoyenne et solidarités »
- Commission intégration de la station TEREKA
- Commission restauration scolaire

Madame Stéphanie DUBERGA demande dans quelles commissions seront étudiés les sujets relatifs à l'urbanisme et aux ordures ménagères (USTOM).

Monsieur le Maire précise que les commissions thématiques reprennent les compétences des 5 Adjoints au Maire.

Aussi, les sujets liés aux ordures ménagères (USTOM) seront principalement étudiés dans la commission « Développement local, attractivité communale et habitat » animée par Monsieur Olivier JONET, et les sujets liés à l'urbanisme seront principalement étudiés dans la commission « Travaux publics, urbanisme et patrimoine communal » animée par Monsieur Laurent NOEL. Néanmoins, au regard du caractère varié et transversal de l'urbanisme, des enjeux liés aux ordures ménagères comme d'un certain nombre d'autres sujets, plusieurs commissions pourront être amenées à traiter ces sujets.

Au fur et à mesure de l'avancement du mandat, les commissions pourront évoluer ou être réajustées.

Le conseil des sages n'existera plus mais une consultation plus large de la population sera envisagée via le Conseil Consultatif Citoyen.

La composition des membres des commissions communales sera établie lors du conseil municipal de juillet 2020 afin de permettre aux 2 groupes politiques d'ajuster les propositions de représentants.

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à dix-neuf (19) voix « pour », valide la création des 9 commissions municipales listées ci-dessus.

2 – PERSONNEL COMMUNAL

- Recrutement d'agents contractuels pour accroissement temporaire d'activité – **délibération 2020-06-07**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-1° ;

Considérant que les nécessités de service peuvent justifier le recrutement d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ;

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de reconduire des délégations en matière de ressources humaines (déjà en place sous les mandats précédents) afin de pouvoir recruter rapidement (sans réunir le Conseil municipal en urgence) des agents contractuels en cas de besoin (renfort des équipes, besoins occasionnels, remplacements...).

Monsieur Philippe DESNANOT ne comprend pas le besoin de tels recrutements car tous les recrutements, quels qu'ils soient (temporaire ou saisonniers), doivent pouvoir se prévoir et s'anticiper en amont.

Monsieur le Maire précise que certains besoins ne sont pas prévisibles et qu'il est nécessaire de prévoir une relative souplesse pour adapter les effectifs des services municipaux aux besoins. La période complexe que nous sommes en train de vivre avec la pandémie de COVID-19, et tout particulièrement le moment du déconfinement progressif avec la réouverture des écoles dans des conditions sanitaires strictes, en est un exemple édifiant puisqu'il a fallu réadapter le pôle « écoles » aux mesures sanitaires imposées par l'Etat aux communes, ce qui a impliqué le recrutement temporaire d'agents contractuels en renfort des agents déjà en poste.

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré et à dix-huit (18) voix « pour » et une (1) « contre » (Ph. DESNANOT), le Conseil Municipal décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire pour la durée de son mandat à recruter, en tant que de besoin, pour répondre aux nécessités de service, des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans les conditions fixées par l'article 3-1° de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;

- Recrutement d'agents contractuels pour accroissement saisonnier d'activité – **délibération 2020-06-08**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-2° ;

Considérant que les nécessités de service peuvent justifier le recrutement d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité ;

Monsieur Philippe DESNANOT évoque la même remarque que lors de la précédente délibération.

Monsieur Stéphane NICOLAS demande quels sont les recrutements saisonniers cette année.

Séance du Conseil Municipal de Sauveterre-de-Guyenne en date du 17 juin 2020

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'aucun recrutement saisonnier n'a encore été décidé à ce jour, mais que tous les ans des agents contractuels saisonniers viennent travailler en remplacement d'agents en congés.

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré et à dix-huit (18) voix « pour » et une (1) voix « contre » (Ph. DESNANOT), le Conseil Municipal décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire pour la durée de son mandat à recruter, en tant que de besoin, pour répondre aux nécessités de service, des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité dans les conditions fixées par l'article 3-1° de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;
- Recrutement d'agents contractuels de remplacement – **délibération 2020-06-09**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-1° ;

Considérant que les nécessités de service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires ou d'agents contractuels momentanément indisponibles (arrêts maladie...) ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré et à dix-neuf (19) voix « pour », le Conseil Municipal décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire pour la durée de son mandat à recruter, en tant que de besoin, pour répondre aux nécessités de service, des agents contractuels, dans les conditions fixées par l'article 3-1° de la loi du 26 janvier 1984 précitée, pour remplacer des fonctionnaires et agents contractuels momentanément indisponibles ;

3 – BUDGET

- Fiscalité directe locale : vote des taux 2020 – **délibération 2020-06-10**

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le montant des bases d'imposition, prévisionnelles des 3 taxes directes locales (TH, TFB, TFPNB), notifié pour 2020 par les services fiscaux (DGFIP).

Le produit attendu au titre de ces trois taxes en 2020 est de 668 865,00 € à taux constants soit une augmentation de + 23 063,45 € (+ 3,57 %) par rapport à l'année 2019, en raison de la revalorisation des bases fiscales en loi de finances (+ 0.9 % en 2020 conformément à l'inflation) et de la dynamique physique des bases sur la commune (constructions, rénovations, THLV...).

La réforme en cours de la Taxe d'Habitation (TH), entraîne dès 2020, une neutralisation du pouvoir de taux de la commune et l'attribution d'une compensation par l'Etat du montant attendu à taux constants (11%) soit 207 020 €.

Le produit attendu de la fiscalité directe locale, pour l'équilibre du budget 2020, est de 711 607 € correspondant à 461 845 € (fiscalité locale : TFPB & TFPNB) + 61 310 € (allocations compensatrice versées par l'Etat) + 207 020 € (produit de TH estimé : dégrèvement par l'Etat).

En conséquence, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de maintenir inchangés les taux communaux de deux (TFPB & TFPNB) des trois taxes directes locales pour l'année 2020 :

Séance du Conseil Municipal de Sauveterre-de-Guyenne en date du 17 juin 2020

TAXES DIRECTES LOCALES	Bases d'imposition effectives 2019	Bases d'imposition prévisionnelles 2020	Variation des bases (n-1)	Taux 2019 (%)	Taux 2020 (%)	Produits 2019 (n-1)	Produit voté par le Conseil Municipal (pour 2020)	Variation du produit 2019/2020
Taxe d'habitation	1847 774,00 €	1882 000,00 €	1,85%	11,00%	11,00%	203 255,14 €	207 020,00 €	1,85%
Taxe foncière (bâti)	2 227 057,00 €	2 350 000,00 €	5,52%	16,00%	16,00%	356 329,12 €	376 000,00 €	5,52%
Taxe foncière (non bâti)	146 131,00 €	145 500,00 €	-0,43%	59,00%	59,00%	86 217,29 €	85 845,00 €	-0,43%
	4 220 962,00 €	4 377 500,00 €				645 801,55 €	668 865,00 €	3,57%
								23 063,45 €

Après échange de vues, le Conseil Municipal, adopte et valide, à dix-neuf (19) voix « pour », les taux d'imposition de deux (TFPB & TFPNB) des trois taxes directes locales pour 2020.

• FDAEC 2020 – **délibération 2020-06-11**

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal des modalités d'attribution du Fonds Départemental d'Aides à l'Équipement des Communes (F.D.A.E.C.) votées par l'assemblée du Conseil Départemental de la Gironde.

Les critères locaux de répartition ont été retenus en 2020 par les deux conseillers départementaux du canton « Le Réolais et les bastides ».

L'enveloppe financière affectée aux communes du nouveau canton « Le Réolais et les Bastides », répartie selon ces critères, a permis d'envisager pour Sauveterre-de-Guyenne l'attribution d'une somme de 25 157 € en 2020.

Monsieur le Maire souligne l'importance pour les communes de notre canton de ce fonds d'aides, qui est une participation non obligatoire du Conseil départemental de la Gironde à l'équipement des communes et qui est particulièrement utile pour les communes rurales. Il remercie le Département pour ce soutien solidaire.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, décide, par dix-neuf (19) voix « pour » :

- De réaliser en 2020 (coûts nets HT) :

Opérations d'investissement	Coût € HT
Travaux de voirie rurale 2020 (chemins ruraux)	46 445.10 €
Acquisition d'une remorque et d'un attelage (service espaces verts)	1 074.99 €
Acquisition d'un radar pédagogique (route de Libourne)	1 444.00 €
Acquisition de barrières de sécurité (x 40) + racks	2 672.80 €
Acquisition d'une banquetteuse/épareuse	12 000.00 €
Total des investissements	63 636.89 €

- De demander au Département de la Gironde de lui attribuer une subvention de 25 157 €
- D'assurer le financement complémentaire de ces investissements par autofinancement (60.47 %) pour la somme HT de 38 479.89 €

• Ligne de trésorerie (1) – **délibération 2020-06-12**

Monsieur le Maire rappelle le bilan financier et de trésorerie effectué, lors du Conseil Municipal du 27/05/2020, par son prédécesseur et fait part au Conseil Municipal des besoins de trésorerie de la commune afin de faire face au décalage entre le règlement des factures et la réception des recettes d'investissement (subventions, ventes, FCTVA..) en attentes de versement (environ 1 400 000 €).

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de réaliser 2 lignes de trésorerie différentes de 300 000 € chacune soit 600 000 € au total.

Il propose une première ligne de trésorerie pour assurer le financement des besoins ponctuels de trésorerie de la Commune (budget principal) de Sauveterre-de-Guyenne, en contractant auprès de la Caisse d'Epargne une « ligne de trésorerie » d'un montant maximum de 300 000 € dans les conditions ci-après indiquées :

Les conditions de la « ligne de trésorerie interactive (LTI) utilisable par tirage », auprès de la Caisse d'Epargne, sont les suivantes :

- Montant : 300 000 €
- Durée : 12 mois maximum
- Taux d'intérêt applicable : variable €STER + marge (dans l'hypothèse d'un index €STER négatif, l'Emprunteur restera au minimum redevable de la marge)
- Marge fixe : 0,50% l'an
- Base de calcul des intérêts : Exact/360
- Modalité de remboursement : paiement mensuel (mois civil) des intérêts et de la commission de non-utilisation / Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale
- Commission d'engagement : 300.00 € prélevée en une seule fois
- Commission de non-utilisation : 0,50% (de la différence entre le montant de la LTI et l'encours quotidien moyen/périodicité liée aux intérêts)

Après échanges de vues, le Conseil Municipal, à dix-neuf (19) voix « pour », donne son accord, pour réaliser une ligne de trésorerie de 300 000 € auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou Charente et autorise Monsieur le Maire à signer les différents documents associés.

- Ligne de trésorerie (2) – **délibération 2020-06-13**

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de réaliser une seconde ligne de trésorerie pour assurer le financement des besoins ponctuels de trésorerie de la Commune (budget principal) de Sauveterre-de-Guyenne, en contractant auprès du Crédit Mutuel Arkéa une « ligne de trésorerie » d'un montant maximum de 300 000 € dans les conditions ci-après indiquées :

Les conditions de la « ligne de trésorerie interactive (LTI) utilisable par tirage », auprès du Crédit Mutuel Arkéa, sont les suivantes :

- Montant : 300 000 €
- Durée : 12 mois maximum
- Taux d'intérêt applicable : variable TI3M (moyenne EUROBOR 3 mois) + marge (dans l'hypothèse d'un index TI3M négatif, l'Emprunteur restera au minimum redevable de la marge) – TIAM flooré à 0
- Marge fixe : 0,80% l'an
- Base de calcul des intérêts : Exact/360
- Modalité de remboursement : paiement trimestriel (trimestre civil) des intérêts / Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale
- Commission d'engagement : 0.25% prélevée en une seule fois (soit 750 € pour 300 000 €)
- Commission de non-utilisation : néant

Après échanges de vues, le Conseil Municipal, à dix-neuf (19) voix « pour », donne son accord, pour réaliser une ligne de trésorerie de 300 000 € auprès du Crédit Mutuel Arkéa et autorise Monsieur le Maire à signer les différents documents associés.

Monsieur le Maire signale que les lignes de trésorerie n'ont pas vocation à être faite en permanence.

Monsieur Philippe DESNANOT demande si les lignes de trésorerie ne sont pas provisionnées au budget.

Monsieur le Maire rappelle que seuls les intérêts des lignes de trésorerie sont provisionnés au budget.

4 – QUESTIONS DIVERSES

- Voirie rurale 2020 – résultat de la consultation et attribution du marché – **délibération 2020-06-14**

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la consultation engagée pour les travaux de voirie rurale 2020.

Les principaux postes de travaux à réaliser sont les suivants :

- Fourniture et mise en œuvre de bicouche
- Fourniture et mise en œuvre de grave 0/20
- Fourniture et mise en œuvre de béton bitumineux

L'ensemble des 5 offres reçues ont été étudiées et analysées par les élus (en l'absence de nouvelle « commission d'appel d'offres » constituée à ce jour) et le bureau d'étude AZIMUT.

Il est proposé de retenir l'entreprise la mieux-disante, uniquement sur la Tranche Ferme (Chemin rural à Ferrand, Les Ateliers 1, Les Ateliers 2) :

- CMR : 46 445.10 € HT (tranche ferme) / note de : 94.36/100

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à dix-neuf (19) voix « pour », donne son accord pour attribuer le marché à la société la mieux-disante et autorise Monsieur le Maire à signer les différents documents réglementaires (marché, devis, ...) et les éventuels futurs avenants dans les limites des sommes inscrites au budget.

- Assainissement collectif du lieu-dit « Roussillon » - avenants n°1 lots 1 et 2 – **délibération 2020-06-15**

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de formaliser deux avenants n°1, pour les Lots n° 1 & 2, suite à la réalisation des travaux par la société SOC titulaire des deux lots. Ces avenants sont justifiés par des découvertes (présence de rocher en sous-sol supérieure aux quantités prévisionnelles) ou modifications (compteur d'eau, haie végétale...) actées en cours de chantier et correspondent aux prix unitaires des marchés initiaux.

Assainissement collectif du lieu-dit Roussillon			
Marché de travaux			
	Lot 1	Lot 2	Total
	Réseau	Station	
	SOC	SOC	
Marché initial	109 074,25 €	63 800,00 €	172 874,25 €
Avenant n°1 (CM 17/06/2020)	10 412,00 €	2 487,62 €	12 899,62 €
Total € HT (marché actualisé)	119 486,25 €	66 287,62 €	185 773,87 €
TVA (20%) (marché actualisé)	23 897,25 €	13 257,52 €	37 154,77 €
Total € TTC (marché actualisé)	143 383,50 €	79 545,14 €	222 928,64 €

Monsieur Philippe DESNANOT s'étonne et déplore l'avenant de cette entreprise relative à la présence de rocher en sous-sol supérieur à l'estimation du maître d'œuvre. Il demande si les études de sols ont été réalisées avant les travaux ? Cela peut générer une concurrence déloyale entre les entreprises.

Monsieur le Maire partage cette vigilance mais précise que les travaux ont déjà été réalisés sous la mandature précédente. Il indique que ces avenants vont désormais être étudiés avec plus de rigueur par la commission animée par Monsieur Laurent NOËL, et qu'il s'agit notamment d'un point auquel Monsieur Jean Marc SEINTOURENS sera particulièrement attentif.

Séance du Conseil Municipal de Sauveterre-de-Guyenne en date du 17 juin 2020

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à seize (16) voix « pour », une (1) voix « contre » (S. NICOLAS) et deux (2) « abstention » (S. DUBERGA, Ph. DESNANOT), valide ces 2 avenants et autorise Monsieur le Maire à signer les différents documents associés.

- Convention d'occupation du domaine public – **délibération 2020-06-16**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la cession d'activité, au 30/06/2020, de la société « Sur le Pouce » (représentée par Mme Natalia GABRIEL) qui bénéficiait d'une autorisation d'occupation du domaine public (délibération n°2017-06-05 du 22/06/2017) pour son véhicule de restauration rapide (friterie).

Monsieur Philippe DESNANOT demande si le local et le pont bascule appartiennent à la commune. Monsieur le Maire rappelle que cet emplacement est bien communal.

Monsieur le Maire indique que la société « SABOURIN Max » (représenté par M. Max SABOURIN) souhaite reprendre la même activité (restauration rapide / food-truck sur place ou à emporter) au même emplacement et dans les mêmes conditions à compter du 01/07/2020.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de conclure une nouvelle convention d'occupation du domaine public avec la société « SABOURIN Max » dans les mêmes conditions (redevance de 150 €/mois) à compter du 01/07/2020.

Monsieur le Maire fait part également d'une demande récente de « Resto'Roul » pour un emplacement sur le domaine public à proximité de la nouvelle boucherie (rue de la gare / boulevard du 11 novembre 1918). Néanmoins, cette demande n'est plus d'actualité depuis les nouvelles dispositions nationales et sanitaires (reprise de certains marchés nocturnes...).

Madame Stéphanie DUBERGA estime qu'il serait bien que cet emplacement reste inoccupé pour le moment afin de favoriser les commerces sur la place à l'intérieur de la ville suite à la crise sanitaire et économique qui a impacté, et va continuer à impacter, lourdement les restaurateurs et commerçants.

En outre, elle précise que les visuels présentés (esprit « guinguette ») à proximité directe de la porte Saint-Romain sont assez impactant au regard de la nécessaire mise en valeur de ce monument historique.

Monsieur le Maire indique que la proposition ne fait que reprendre une activité qui existait déjà. La municipalité précédente avait mis en place cette convention, et à l'époque l'adjointe au commerce, Sylvie PANCHOUT, avait justifié ce choix en disant justement qu'en termes de commerces de proximité de ce type il y avait de la place pour tout le monde. Il entend bien l'argument concernant la proximité de la porte, et s'engage à transmettre à M. SABOURIN la volonté du Conseil Municipal que les visuels s'articulent au contexte patrimonial.

Madame Sylvie PANCHOUT rappelle effectivement qu'il y a de la place pour tout le monde mais qu'aujourd'hui la situation économique est vraiment différente suite au confinement.

Monsieur Philippe DESNANOT, revient sur l'occupation du food-truck au pont bascule, et propose d'indexer le loyer au chiffre d'affaire.

Monsieur le Maire comprend les questionnements de chacun. Il précise, pour ce cas présent, que la personne, habitant à Sauveterre, crée son propre emploi, que cet emplacement est démontable et qu'il s'intègre dans l'environnement.

Monsieur Olivier JONNET précise qu'un accord de principe sur la reprise de la convention, avait été donné à Monsieur Max SABOURIN par l'ancienne municipalité au printemps 2020.

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à seize (16) voix « pour » et trois (3) « abstention » (S. PANCHOUT, S. DUBERGA, S. NICOLAS), donne son accord et autorise Monsieur le Maire à signer une nouvelle convention.

- Résidence d'architectes – **délibération 2020-06-17**

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet d'accueil d'une Résidence d'Architecture sur la commune de Sauveterre-de-Guyenne à l'automne 2020, en partenariat avec la Maison de l'Architecture de Nouvelle Aquitaine (MANA).

9 communes en France sont concernées et Sauveterre-de-Guyenne est la seule commune de la Nouvelle Aquitaine.

La résidence d'architectes est un projet culturel créant les conditions d'une rencontre entre un architecte mandataire accompagné d'un ou plusieurs autres professionnels et des populations, des élus, habitants acteurs locaux sur un territoire et dans un contexte donné.

La résidence d'architectes a pour vocation de contribuer à ouvrir le regard des habitants et des acteurs locaux sur les problématiques contemporaines liées à l'identité des villes et des territoires.

Monsieur le Maire signale que cette résidence d'architectes est la bienvenue au moment de la réflexion sur la CAB (Convention d'Aménagement du Bourg).

Madame Patricia SCHNEEBERGER signale qu'une visioconférence a eu lieu pour la présentation de la résidence, le calendrier, les rencontres avec les différents acteurs (associations, habitants, ...) et la logistique (hébergement, restauration).

Monsieur le Maire rappelle l'engagement de la commune et de la précédente équipe municipale pour accueillir cette résidence d'architectes. Il indique les engagements associés pour la commune pendant les six semaines de la résidence : mettre à disposition le lieu d'hébergement (gîte), prendre en charge la restauration du midi, accueillir les architectes et leur proposer un local...

Dans ce cadre, une convention est proposée entre le binôme prochainement retenu (un architecte et un autre professionnel), la commune d'accueil et la MANA afin de fixer les modalités d'accueil, de communication et d'organisation de la résidence.

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à dix-neuf (19) voix « pour », valide l'accueil de cette résidence, la prise en charge logistique et financière (hébergement, salle de travail, déjeuner) par la commune et autorise le Maire à signer la convention.

- AVC - Tous concernés –

Monsieur le Maire présente le tour de Gironde entrepris par l'association « AVC-Tous concernés », pour sensibiliser et prévenir les accidents vasculaires cérébraux (AVC) auprès du grand public et dont Sauveterre de Guyenne a été choisie pour être ville-étape ce 17/06/2020.

A cette occasion l'association, présidée par Monsieur Philippe MENARD, a remis à Monsieur le Maire un kit de prévention :

Un présentoir avec flyers, une affiche de prévention des AVC, un tensiomètre, 15 podomètres et un support informatique pour diffusion d'article sur les réseaux sociaux avec liens.

Monsieur le Maire encourage tous les conseillers municipaux à se faire le relais de ce message important de prévention.

- SCOT Sud Gironde

Monsieur le Maire fait part de deux réunions du SCOT Sud Gironde pour informer les élus sur les missions du Pôle territorial Sud Gironde et la gouvernance :

- Lundi 22 juin 2020 à La Réole
- Lundi 06 juillet 2020 à Mazères

- Livret « Votre commune – comprendre son rôle et son fonctionnement »

Monsieur le Maire remet à l'ensemble des conseillers municipaux un livret « Votre commune – comprendre son rôle et son fonctionnement » pour faciliter le début de mandat des élus.

- Ecoles – nouvelles conditions sanitaires

Madame Sylvie PANCHOUT demande, aux vues des annonces du Président de la République, quelles solutions sont envisagées pour les enfants dans les écoles de Sauveterre dans le cadre du déconfinement progressif et des différents protocoles sanitaires.

Madame Anne-George SENAMAUD signale que le nouveau protocole vient juste de sortir, qu'il va être étudié. Pour l'école élémentaire où la distanciation prévue est de 1m linéaire, nous allons nous adapter et faire en sorte de respecter au mieux les consignes. Concernant la pause méridienne et la restauration, aucune décision n'a été encore prise.

Monsieur le Maire rappelle les conditions dans lesquelles l'action de la nouvelle municipalité a lieu sur ce dossier, dans la mesure où les premières décisions ont été prises par la précédente municipalité (jusqu'au 27 mai). Il assure chacun que tout sera mis en œuvre pour que le processus engagé de réouverture des écoles se poursuive dans les meilleures conditions aussi bien pour les élèves que pour les personnels enseignants et les agents de la mairie qui travaillent dans les écoles.

- Remerciements

Monsieur le Maire fait part des remerciements de la famille de Mme Cantillac décédée et de la famille de Monsieur Jean BOUFFARD, ancien Maire du Puch, décédé.

Monsieur le Maire fait part également des remerciements du président du concours de la baguette de Tradition Française et signale qu'il réitérera le concours en 2021.

AGENDA

Monsieur le Maire précise que l'agenda est très réduit au regard de la crise sanitaire et du report (courses cyclistes...) ou de l'annulation (Fête des vins...) de l'ensemble des manifestations estivales. Il invite les conseillers municipaux à participer au don du sang du 24/06/2020 (16H-19H salle St Romain).

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 22h15.

ANNEXE 1

Pierre TEULET
1 Melon
St Léger
33540 SAUVETERRE DE GUYENNE

Sauveterre le 15 juin 2020

Monsieur Christophe MIQUEU
Maire de Sauveterre
28 place de la République
33540 SAUVETERRE DE GUYENNE

Objet : demande de Droit de Réponse

Monsieur le Maire, cher Christophe,

Monsieur d'Amécourt, au cours du dernier Conseil Municipal de son mandat, a mis en cause l'équipe que j'ai dirigée de 2001 à 2008 :

- il nous reproche, 12 ans après, de ne pas avoir préparé le budget.
Le budget d'une commune se décompose en deux parties, le budget de fonctionnement et le budget d'investissement.

Le premier s'élabore à partir du « compte administratif » (que nous avons voté) avec des adaptations éventuelles. Donc il ne pose pas de problèmes de préparation.

Le second, qui correspond aux investissements qui seront suivis par la nouvelle équipe, se doit, à notre avis, de refléter les choix de cette nouvelle équipe quelle qu'elle soit. D'ailleurs, en année électorale, l'administration donne un délai supplémentaire pour l'élaboration du budget. Ce qui explique notre choix d'alors.

- il déplore avoir dû faire un emprunt de trésorerie .

Toute municipalité, pour des raisons diverses a recours à de tels emprunts. Pour M. d'Amécourt, ce fut certes le premier, mais de nombreux autres ont suivi et encore très récemment.

Pourtant, Sauveterre n'a jamais été aussi riche dans son histoire. Depuis la mise en service en 2010 de la station de compression Total, initiée sous notre mandat, la commune bénéficie d'un supplément de taxe de plus de 600 000 euros qui lui donne une aisance considérable dans sa gestion financière.

- il nous accuse d'avoir « broyé les archives. »

M. d'Amécourt ne donne aucune précision sur les pièces, soit disant, disparues et pour cause : aucune archive n'a disparu.

Je me permets de rappeler que doutant de la sincérité de notre gestion financière, M. d'Amécourt avait demandé un audit financier à la Perception, qui nous a donné quitus de notre gestion.

S'il y avait eu le moindre soupçon de disparitions d'archives, si de tels faits avaient été avérés, M. d'Amécourt, dans la continuité de cette action, n'aurait certainement pas manqué de porter plainte ! Il n'en a rien été.

Je rappellerai que j'avais l'habitude d'avoir sur mon bureau les copies de tous les dossiers en cours. Je ne travaillais jamais sur les originaux, annotant, proposant, modifiant.

J'ai donc débarrassé le bureau de toutes mes documents personnels (des copies j'insiste).

Les périodes électorales engendrent ce genre de déclarations outrancières (douze ans après cela surprend un peu), et je vous demande donc de bien vouloir publier ce « droit de réponse » en annexe du procès verbal du prochain Conseil municipal.

Pierre TEULET,
Maire de Sauveterre de 2001 à 2008.

ANNEXE 2

REGLEMENT INTERIEUR DUN CONSEIL MINICIPAL (2020-2026) **DE SAUVETERRE DE GUYENNE**

Article L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement. »

Article 1 : Les réunions du conseil municipal.

Le Conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre (*Article L. 2127-7 CGCT*).

Le Maire peut réunir le Conseil aussi souvent que les affaires l'exigent (*Article L. 2121-9 CGCT*).

Le Maire est tenu de le convoquer chaque fois qu'il en est requis par une demande écrite indiquant les motifs et le but de la convocation et signée par un tiers des membres du Conseil municipal.

Le Conseil municipal se réunit en Mairie ou dans tout autre lieu situé sur la Commune et respectant le principe de neutralité.

Articles 2 : Le régime des convocations des conseillers municipaux.

Toute convocation est faite par le Maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée, par écrit, aux membres du conseil par voie électronique (adresse e-mail) trois jours francs au moins avant celui de la réunion.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être inférieur à un jour franc.

Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion de tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 3 : L'ordre du jour.

Le Maire fixe l'ordre du jour.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du tiers des membres du Conseil, le maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Article 4 : Les droits des élus locaux : l'accès aux dossiers préparatoires et aux projets de contrat et de marché.

Tout membre du conseil a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Durant les 3 jours précédant la réunion et le jour de la réunion, les membres du conseil peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Maire.

Les dossiers relatifs aux projets de contrat et de marché sont mis, sur leur demande, à la disposition des membres du conseil dans les services communaux compétents, 3 jours avant la réunion au cours de laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus, en séance, à la disposition des membres du conseil.

Article 5 : Le droit d'expression des élus.

Les membres du conseil peuvent exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune.

Le texte des questions est adressé au Maire 48 heures au moins avant une réunion du conseil.

Lors de cette séance, le Maire répond aux questions posées oralement par les membres du conseil.

Les questions déposées après expiration du délai susvisé sont traitées à la réunion ultérieure la plus proche.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifie, le Maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une réunion du conseil spécialement organisée à cet effet.

Les questions pourront donner lieu à débat sur décision du Maire annoncée en début de séance.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et concernant l'activité de la commune et de ses services.

Les Conseillers Municipaux peuvent se constituer en « groupe ». Un groupe est constitué d'au moins 4 conseillers municipaux. Chaque groupe désigne un Président de groupe.

Article 6 : Informations complémentaires demandées à l'administration de la commune.

Toute question, demande d'informations complémentaires ou intervention d'un membre du conseil auprès de l'administration de la commune, devra être adressée au Maire.

Les informations demandées seront communiquées dans la quinzaine suivant la demande. Toutefois, dans le cas où l'administration communale nécessite un délai supplémentaire pour répondre à la demande, le conseiller municipal concerné en sera informé dans les meilleurs délais.

Article 7 : La commission d'appel d'offres.

La commission d'appel d'offres est constituée par le Maire ou son représentant, et par trois membres du conseil élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les dispositions du Code de la commande publique.

Article 8 : Les commissions consultatives.

Les commissions permanentes et spéciales instruisent les affaires qui leur sont soumises par le Maire et en particulier, préparent les rapports relatifs aux projets de délibérations intéressant leur secteur d'activités ; elles émettent des avis car elles ne disposent pas de pouvoir décisionnel.

Les commissions peuvent entendre, en tant que de besoin, des personnalités qualifiées.

- Les commissions permanentes sont les suivantes :

- **Commission « Coordination des services publics municipaux, état civil et communication »**
- **Commission « Travaux publics, urbanisme et patrimoine communal »**
- **Commission « Education, sport et culture »**
- **Commission « Développement local, attractivité communale et habitat »**
- **Commission « Lien social, dynamique citoyenne et solidarités »**
- **Commission intégration de la station TEREKA**
- **Commission d'Appels d'Offres (CAO)**
- **Commission restauration scolaire**
- **Commission communale des impôts directs (CCID)**

Le Maire préside les commissions. Il peut déléguer à cet effet un adjoint au Maire ou la doyenne du Conseil Municipal pour le Conseil des Sages.

Si nécessaire, le conseil peut décider de créer une commission spéciale en vue d'examiner une question particulière.

La composition des diverses commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Chaque groupe propose ses membres.

Le Maire peut décider d'inviter des personnes extérieures au conseil municipal lors des réunions de commissions afin d'apporter un éclairage à la commission.

Le Secrétaire Général de la commune ou son représentant assiste de plein droit aux séances des commissions permanentes et des commissions spéciales.

Les séances des commissions permanentes et des commissions spéciales ne sont pas publiques sauf décision contraire du maire et de la majorité des membres de la commission concernée.

Article 9 : Le rôle du maire, président de séance.

Le Maire, et à défaut celui qui le remplace, préside le conseil municipal.

Toutefois, la réunion au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.

Le Maire vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre la réunion, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le ou les secrétaires les preuves des votes, en proclame les résultats. Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture de la réunion.

Article 10 : Le quorum.

Le conseil municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est physiquement présente à la séance. Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Au cas où des membres du conseil municipal se retireraient en cours de réunion, le quorum serait vérifié avant la mise en délibéré des questions suivantes.

Les procurations n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation régulière, le conseil municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, le Maire adresse aux membres du conseil une seconde convocation. Cette seconde convocation doit expressément indiquer les questions à l'ordre du jour et mentionner que le conseil pourra délibérer sans la présence de la majorité de ses membres.

Article 11 : Les procurations de vote.

Séance du Conseil Municipal de Sauveterre-de-Guyenne en date du 17 juin 2020

En l'absence du conseiller municipal, celui-ci peut donner à un autre membre du conseil municipal de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir et pour 3 séances consécutives au maximum. Celui-ci est toujours révocable.

Les pouvoirs sont remis, au plus tard, au Maire au début de la réunion.

Article 12 : Le secrétariat des réunions du conseil municipal.

Au début de chaque réunion, le conseil nomme un ou plusieurs secrétaires.

Le secrétaire assiste le Maire pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, les opérations de vote et le dépouillement des scrutins.

Le secrétaire de séance valide le Procès-Verbal de la séance avant affichage et diffusion à l'ensemble des conseillers municipaux.

Article 13 : La présence du public.

Les réunions du conseil municipal sont publiques.

Des emplacements, en nombre suffisant, sont prévus dans la salle des délibérations pour permettre l'accueil du public.

Durant toute la séance, le public présent doit se tenir assis aux places qui lui sont réservées et garder le silence. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Article 14 : La réunion à huis clos.

A la demande du Maire ou de trois membres du conseil, le conseil municipal peut décider, sans débat, d'une réunion à huis clos. La décision est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Article 15 : La police des réunions.

Le Maire a seul la police de l'assemblée

Il peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre.

Article 16 : Les personnels municipaux et intervenants extérieurs.

Assistent aux séances publiques du conseil municipal, le Secrétaire Général, ainsi que le cas échéant, tout fonctionnaire municipal (notamment les Chefs de Pôle) ou personne qualifiée (bureau d'étude, intervenant extérieur...) concernée par l'ordre du jour et invités par le Maire.

Les personnes ainsi présentes ne participent pas aux débats des délibérations. Ils ne prennent éventuellement la parole que sur invitation expresse du Maire et restent tenus à l'obligation de réserve telle que définie par le statut de la Fonction Publique Territoriale.

Article 17 : Les règles concernant le déroulement des réunions.

Le Maire appelle les questions à l'ordre du jour dans leur ordre d'inscription.

Le Maire peut proposer une modification de l'ordre des points soumis à délibération. Un membre du conseil peut également demander cette modification. Le conseil accepte ou non, à la majorité absolue, ce type de propositions.

Chaque point est résumé oralement par le Maire ou par un rapporteur désigné par le Maire.

Article 18 : Les débats ordinaires.

Le Maire donne la parole aux membres du conseil qui la demandent. Il détermine l'ordre des intervenants en tenant compte de l'ordre dans lequel se manifestent les demandes de prises de parole.

Article 19 : Les amendements.

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au Conseil municipal.

Le Conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Article 20 : La suspension de séance.

Le Maire prononce les suspensions de séances.

Le Conseil peut se prononcer sur une suspension lorsque l'un des Présidents de groupe la demande (groupe majoritaire, groupe minoritaire).

Article 21 : Le vote.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les abstentions ne sont pas comptabilisées.

En cas de partage, la voix du Maire est prépondérante (*sauf pour les votes à bulletin secret*).

En cas d'élection, le vote a lieu à la majorité absolue aux deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative des suffrages exprimés, si un troisième tour de vote est nécessaire. A égalité des voix, l'élection est acquise au plus âgé des candidats.

Séance du Conseil Municipal de Sauveterre-de-Guyenne en date du 17 juin 2020

En dehors du scrutin secret, le mode habituel est le vote à main levée. La demande de vote secret peut-être sollicitée par un seul conseiller municipal mais cette proposition doit être approuvée par au moins un tiers des membres présents pour pouvoir entrer en vigueur (conformément à l'article L. 2121-21 du CGCT).

Article 22 : Les intérêts.

Conformément à la loi et à la jurisprudence, un membre du Conseil Municipal intéressé soit directement et personnellement, soit comme mandataire, à une affaire soumise à délibération, ne participera ni au débat, ni au vote lorsque cette question sera mise en examen.

Article 23 : Le procès-verbal.

Les délibérations sont inscrites dans l'ordre chronologique de leur adoption dans le registre réservé à cet effet. Elles sont signées par tous les membres présents ; sinon il est fait mention des raisons qui empêchent la signature.

Les délibérations à caractère réglementaire sont publiées dans un recueil des actes administratifs.

Le procès-verbal de séance fait office de Compte Rendu de séance et est adressé aux conseillers municipaux par voie électronique (adresse e-mail) dans les huit jours suivant la réunion.

Le procès-verbal fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une mise en ligne sur le site internet communal dans la huitaine.

Article 24 : La désignation des délégués.

Le conseil désigne les membres ou les délégués au sein d'organismes extérieurs selon les dispositions du code général des collectivités territoriales régissant ces organismes.

Le remplacement de ces délégués peut être fait dans les mêmes conditions que leur nomination.

Article 25 : Le bulletin d'information générale

L'article L 2121-27-1 du CGCT dispose que :

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale. »

Les modalités d'application du présent article sont définies par le règlement intérieur du conseil municipal. »

La commune de Sauveterre de Guyenne, proposera ainsi un espace réservé à l'expression des groupes politiques (qu'ils soient de la majorité ou de la minorité) dans les supports de communication municipaux : bulletin d'information municipal (« *L'Echo des Cités* »), site internet communal....

Article 26 : La modification du règlement intérieur.

Le présent règlement peut à tout moment faire l'objet de modification à la demande et sur proposition du Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale. Dans ce cas, le conseil municipal en délibère dans les conditions habituelles.

Article 27 : Application du règlement.

Le présent règlement sera applicable dès qu'il aura été rendu exécutoire.

Un exemplaire du présent règlement sera remis à chaque membre du conseil municipal.

Il devra être adopté à chaque renouvellement du conseil municipal dans les six mois qui suivent son installation.

Article 28 : Autre.

Pour toute autre disposition il est fait référence aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.